

[« Pour la gauche, accepter les compromis est électoralement nécessaire et démocratiquement légitime » \(lemonde.fr\)](#)

« Pour la gauche, accepter les compromis est électoralement nécessaire et démocratiquement légitime »

Tribune de Simon Persico, politiste

Si elle compte reconquérir le pouvoir, la gauche devra préserver l'unité de sa coalition tout en élargissant son socle électoral, un double défi qui oblige ses représentants à une posture d'ouverture, analyse le politiste Simon Persico dans une tribune au « Monde ».

Publié le 11 septembre 2024

Au soir du second tour des élections législatives, les responsables de gauche et écologistes pouvaient se réjouir. L'annonce, par Emmanuel Macron, d'élections législatives anticipées, un mois auparavant, les avait pris au dépourvu, empêtrés qu'ils étaient dans les divisions et un paysage politique dominé par le Rassemblement national (RN). Sous pression, ils ont réussi à conclure un accord programmatique et électoral puis à redonner vie au front républicain contre l'extrême droite. Cela leur a permis de limiter la forte percée du RN, de battre la majorité sortante et de gagner une quarantaine de sièges par rapport à 2022. Surtout, ils ont obtenu une majorité (très) relative à l'Assemblée nationale.

Dans la plupart des démocraties avancées, cette situation les aurait mis en situation favorable pour gouverner, à l'issue d'une séquence à laquelle la France n'est pas habituée. Le chef de l'Etat aurait pu nommer un représentant issu de leurs rangs ou ils auraient pu se tourner vers d'autres chefs de groupe – de centre ou de droite – pour tenter de former le gouvernement. Pour réussir, ces négociations auraient impliqué de faire et d'obtenir les compromis nécessaires pour disposer du soutien ou, à défaut, de l'absence d'opposition d'une majorité absolue de députés. Pas de faire croire qu'il est possible de gouverner sans élargir le périmètre d'une coalition de 200 députés seulement.

Mais la latitude institutionnelle du président de la V^e République, qui nomme directement le premier ministre, lui a permis d'attendre plusieurs semaines avant de mener lui-même des négociations exclusivement bilatérales, dont le principal objectif visait vraisemblablement à ne pas attenter à son bilan. La place prépondérante et la proximité de l'élection présidentielle ont incité les autres forces à ne pas jouer la carte du compromis et à refuser de gouverner ou de laisser d'autres gouverner – jusqu'à ce que Marine Le Pen accepte de ne pas censurer un premier ministre issu des Républicains et plus proche de sa ligne politique.

Sectarisme et irréalisme

Les cadres du Nouveau Front populaire (NFP) sont également responsables de cette situation, et tout indique qu'une majorité d'entre eux n'avait, en réalité, aucune envie de gouverner. En fanfaronnant, comme l'a fait Jean-Luc Mélenchon, sur le thème du « *tout le programme, rien que le programme* » alors qu'il manquait au NFP une centaine de députés, ils ont donné prise aux accusations de sectarisme et d'irréalisme. En s'accordant plus de deux semaines pour désigner leur candidate à Matignon, et en refusant les noms les plus susceptibles de créer du compromis, ils ont affiché leurs divisions et fait baisser la pression qui s'exerçait sur le chef de l'Etat. En annonçant – pour La France insoumise et Les Écologistes – qu'ils censureraient un éventuel gouvernement Cazeneuve, ils ont joué la carte du tout ou rien qui a laissé la posture de la sortie de crise et de la « surveillance » au RN.

La gauche française se retrouve donc une nouvelle fois dans l'opposition pour avoir trop soufflé sur les braises de la déception de ces électeurs, dès le soir du second tour, plutôt que d'avoir choisi le chemin de l'honnêteté sur la situation inédite et fragmentée dans laquelle se trouve la France. Rien de nouveau pour elle. Elle a été tenue à l'écart du pouvoir national lors des deux premières décennies de la V^e République et n'a gouverné que cinq ans lors des deux dernières décennies.

Etre dans l'opposition a quelque chose de confortable. Les succès du RN montrent que l'absence de responsabilité ne nuit pas forcément aux destinées électorales. L'opposition au gouvernement Barnier sera d'autant plus facile, pour la gauche, que les déclarations du nouveau premier ministre, tout comme le soutien implicite du RN, indiquent une orientation plus droitiste que les précédents gouvernements d'Emmanuel Macron. Dans un système partisan tripolaire, il est peu probable que le NFP se prête au jeu des compromis parlementaires au cas par cas ; il devrait plutôt profiter de la situation pour marquer une opposition ferme à la droite et à l'extrême droite, tant que celle-ci ne censure pas le gouvernement, jusqu'aux prochaines élections.

Le NFP dispose de nombreux postes-clés à l'Assemblée nationale et des ressources financières et humaines associées à son relatif succès électoral. Il aura les moyens de rendre visible son opposition et de préparer, sur la base de l'expertise constituée au Parlement, un programme d'alternance plus précis, attractif et crédible que celui construit et négocié hâtivement en juin. Reste que la gauche, si elle compte reconquérir le pouvoir, devra relever plusieurs défis.

D'abord préserver l'unité de cette coalition, la même coalition qui lui a coûté sa crédibilité gouvernementale. Cela a été dit et répété : sans alliance de premier tour, chacun des partis composant le NFP aurait vu son nombre d'élus drastiquement réduit. La mise en place d'un mode de scrutin proportionnel libérerait partiellement les partis de cette exigence d'union – chaque parti pesant au Parlement ce qu'il pèse dans les urnes –, mais partiellement seulement. En effet, quatre petits partis ou groupes parlementaires ne font pas une grande force de campagne et de gouvernement ; c'est la leçon tirée par les écologistes et les socialistes néerlandais qui ont décidé d'unir leurs forces – sans succès jusqu'ici – alors même que le mode de scrutin proportionnel les autorise mathématiquement à partir séparés.

Elargir le socle électoral

Proportionnelle ou pas, préserver cette unité est une gageure, comme en témoignent les débats qui divisent le Parti socialiste et les déclarations d'une frange de la gauche radicale toujours prompte à attaquer la « *mollesse* » des sociaux-démocrates. La mise en œuvre d'une stratégie unitaire devra passer par des formes de coordination et de respect du pluralisme qui ont fait défaut au NFP jusqu'ici, et qui font surtout défaut à certains des partis composant cette alliance. La question de l'unité et de la méthode pour l'atteindre va devenir centrale à mesure que l'élection présidentielle approchera. Sans mécanisme permettant le rassemblement derrière une candidature qui respecte les différentes composantes de cet espace politique, ses chances de victoire seront très faibles.

Là encore, cela oblige les représentants de la gauche à une posture d'ouverture et de compromis qui peut refroidir son noyau électoral et sa sociologie militante. Mais, si elle veut gouverner de nouveau, la gauche devra mettre en actes ce que Lucie Castets, sa candidate à Matignon, appelait de ses vœux, sans avoir eu l'occasion de le réaliser : accepter les compromis. Cela implique de comprendre les règles du jeu dans un régime parlementaire, mais aussi, pour la gauche, de clarifier son rapport au pouvoir et aux institutions de la démocratie représentative. Dans l'espace politique tripolaire qui caractérise la vie politique française – du côté des électeurs comme du côté des partis –, c'est électoralement nécessaire et démocratiquement légitime.

Simon Persico est professeur de science politique à Sciences Po Grenoble – UGA et au laboratoire Pacte